COMMUNE DE SAVIGNY

2.1.1

addenda voir (2.1.2 + 2.1.3)

PLAN DE QUARTIER „EDEN-ROC"

LA CLAIE AUX MOINES SAVIGNY

L. 64342

PLAN ETABLI PAR J.-P. FERRINI GEOMETRE OFF.

LAUSANNE, LE 22 NOVEMBRE 1965

DEPOSE A L'ENQUETE PUBLIQUE DU 17.11.65 au 17.12.65

L'ATTESTENT AU NOM DE LA MUNICIPALITE

LE SYNDIC LE SECRETAIRE

APPROUVE PAR LA MUNICIPALITE

LE SYNDIC LE SECRETAIRE

ADOPTE PAR LE CONSEIL COMMUNAL LE 14 mars 1966

LE PRESIDENT LE SECRETAIRE

APPROUVE PAR LE CONSEIL D'ETAT DU CANTON DE VAUD LAUSANNE, LE 1 AVR. 1966

LE PRESIDENT LE CHANCELIER

COMMUNE DE SAVIGNY
Plan de quartier "EDEN-ROC"

REGLEMENT concernant les constructions

BATIMENTS LOCATIFS

1. Les bâtiments locatifs dont les dimensions maximales sont données sur le plan devront être implantés selon les indications du plan. Les dimensions de façades peuvent varier pour autant qu'elles restent inscrites dans le périmètre fixé sur le plan. L'emploi du bâtiment entouré d'un cercle est fixe. Dans tous les cas, les façades seront parallèles aux côtés des périmètres constructibles indiqués sur le plan.

2. Aucune saillie, balcons y compris, ne pourra dépasser l'alignement des façades.

3. Le chiffre romain dans la surface réservée à la construction indique le maximum d'étages habitables autorisés.
   Cependant, le rez-de-chaussée peut être surélevé pour permettre l'aménagement de garages à l'intérieur du bâtiment, avec sortie au niveau du sol. Des locaux à l'usage de l'artisanat, non bruyants et non gênants pour l'habitation, peuvent être prévus.

4. Les toits auront une pente maximale de 35 %; ils seront recouverts de tuiles vieillies. Les lucarnes sont interdites, ainsi que toutes saillies (cages d'ascenseurs comprises) dépassant le faîte des bâtiments, à l'exception des cheminées de chauffage ou d'aération.

5. Tous les bâtiments font partie d'un ensemble architectural et leur aspect devra être harmonisé en conséquence. La Municipalité peut refuser un projet de construction, dont elle estime que l'architecture n'est pas satisfaisante.

6. Les matériaux de revêtement, ainsi que les couleurs prévues pour les façades, seront soumis à l'approbation de la Municipalité.

GARAGES

7. Chaque tranche ou fraction de 100 m2 de planchers bruts pour tous les locaux (magasins et dépôts compris) entraîne l'obligation de prévoir et d'indiquer sur les plans d'enquête un garage ou une place de parc, permettant de ranger au moins une voiture à l'intérieur de la propriété. Les garages ou parkings communs à plusieurs immeuble sont admissibles.

AUTRES CONSTRUCTIONS, CLOTURES

8. Les petites constructions, telles que clapier, poulailler, etc. ne sont pas autorisées.

9. Les clôtures entre propriétés sont interdites.

ZONE RESERVEE POUR DES CONSTRUCTIONS COMMERCIALES

10. Cette zone est destinée aux constructions de caractère commercial. Elle fera l'objet, en temps utile, d'un plan d'ensemble qui sera soumis à l'approbation de la Municipalité. Dans cette zone, une surface de 50 m2 environ sera réservée pour la construction éventuelle d'une station transformatrice d'électricité.

11. La surface maximum des constructions dans cette zone ne dépassera pas 300 m2.

12. Le nombre d'étage est limité à 1 étage sur rez-de-chaussée. L'aliéna 2 de l'art. 3 n'est pas applicable.

13. La distance minimum des constructions aux limites des propriétés voisines et du domaine public est de 5.00 m. Cette distance est doublée entre les bâtiments sis sur la même parcelle.
    L'art. 72 de la loi sur les routes est applicable dans le cas où le présent règlement prescrit des distances minima inférieures.

~~14. Les toitures plates sont autorisées.~~ ★ Tôlefuites toits sont exclus

15. L'art. 7 est applicable.

ZONE DE VERDURE I

16. Cette zone est réservée à la verdure et aux places de jeux pour enfants. Aucune construction ne sera tolérée.

ZONE DE VERDURE II

17. Cette zone est réservée à la verdure exclusivement. Toutes les parties boisées de cette zone (ilôts d'arbres, haies) sont soumises à la loi forestière. Elle est caractérisée par l'interdiction de défrichements et de bâtir.

18. Les propriétaires sont tenus d'aménager et d'entretenir la verdure.
    Les plans d'aménagement de cette zone, avec indication des essences d'arbres prévues seront soumis au préalable à la Municipalité. Outre le gazon, cette zone doit être plantée d'arbres en nombre jugé suffisant par la Municipalité.

19. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans le présent règlement, le règlement communal sur le plan d'extension, ainsi que la LCAT et son règlement d'application sont applicables.

★ Tôlefuites dépôts sont à l'enquête publique avec le Conseil communal





